

## Cent soixante-dixième session du Conseil

### Point 7: Informations actualisées sur l'action menée par la FAO pour faire face à la covid-19: construire pour transformer

La prévention de la prochaine pandémie – l'un des domaines prioritaires (DP) du Programme d'intervention et de redressement dans le contexte de la covid-19 – reste d'une importance capitale pour la FAO, qui en tient pleinement compte dans son domaine prioritaire du Programme (DPP) relatif à l'approche «Une seule santé». Depuis près de 20 ans, le Centre d'urgence pour la lutte contre les maladies animales transfrontières joue un rôle déterminant dans la mise en œuvre du plus grand programme de la FAO consacré au renforcement des capacités «Une seule santé», grâce aux investissements considérables qu'il fait en continu dans la région Asie et Pacifique. L'élargissement du Programme FAO d'intervention et de redressement dans le contexte de la covid-19 contribuera grandement à la sensibilisation, puisque le Programme aide à mettre en avant l'importance du secteur agroalimentaire au regard des activités de prévention, de préparation et de riposte face aux pandémies. L'Organisation a conscience qu'il faut poursuivre les efforts de sensibilisation à cet égard. En effet, les pandémies sont toujours considérées comme étant essentiellement un problème de santé humaine, alors que, face à une pandémie, il importe d'intervenir dans tous les secteurs, notamment en mobilisant les ministères de l'agriculture et de l'environnement ainsi que les autres parties prenantes de ces secteurs. Les progrès accomplis lorsque la FAO présidait le partenariat quadripartite l'année dernière ont permis d'élaborer le Plan d'action conjoint «Une seule santé», qui comprend une piste d'action commune essentielle sur les zoonoses. Le Plan d'action conjoint gagne en visibilité et aide à souligner l'importance de l'approche «Une seule santé», en particulier la nécessité d'accroître les investissements, notamment dans la préparation aux pandémies au point d'origine (en s'attaquant aux facteurs de risque qui favorisent la transmission des agents pathogènes à l'interface entre la faune sauvage, les animaux d'élevage et les êtres humains, par exemple).

Le manque de reconnaissance à l'égard du rôle crucial de l'alimentation et de l'agriculture dans la prévention de la prochaine pandémie explique en partie les faibles montants alloués à cette prévention dans le Programme d'intervention et de redressement dans le contexte de la covid-19. Toutefois, il convient de noter que les travaux de la FAO visant à prévenir la prochaine pandémie et à appliquer l'approche «Une seule santé» suscitent de plus en plus d'intérêt. En effet, plusieurs partenaires fournisseurs de ressources ont commencé à y contribuer, comme il est indiqué ci-après.

L'Organisation s'emploie désormais à intensifier ses activités de communication autour de ses travaux de prévention de la prochaine pandémie et de l'approche «Une seule santé» et mobilise activement ses Membres et ses partenaires par tous les moyens à sa disposition, y compris lors de manifestations de haut niveau. En marge d'une réunion du G20, une manifestation «Une seule santé» sera organisée le 8 juin 2022 à Lombok par l'Indonésie, qui assure actuellement la présidence du G20. À cette occasion, un document d'orientation «Une seule santé» sera rédigé par le partenariat quadripartite, composé de la FAO, de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). En outre, une séance de réflexion sera tenue le 22 juin 2022 à Bruxelles lors des Journées européennes du développement, au sujet des modalités de mise en œuvre du Plan d'action conjoint.

Notre objectif est qu'un même programme permette d'obtenir des résultats communs au moyen de multiples sources de financement et partenariats. Nous remercions l'Australie d'avoir été la première à rejoindre le fonds multilatéral consacré aux systèmes agroalimentaires et à l'approche «Une seule santé». Ce fonds aux modalités d'utilisation souples s'inscrit parfaitement dans le DPP «Une seule santé» de la FAO et accorde une place centrale à la prévention de la prochaine pandémie, qui correspond au DP 6 du Programme d'intervention et de redressement dans le contexte de la covid-19. Le Centre mixte FAO/OMS (CJW), qui dirige la mise en œuvre du DPP «Une seule santé», prévoit d'organiser une première réunion du comité directeur en juin ou en juillet 2022 avec l'Australie (à la date qui conviendra

le mieux à celle-ci) afin de discuter de l'allocation des fonds et d'élaborer ensemble une stratégie visant à intensifier les efforts de communication pour attirer de nouveaux partenaires. Une brochure sur le fonds multilatéral et les pages web «Une seule santé» de la FAO sont en cours d'actualisation à cette fin et le fonds est mis en avant lors de manifestations importantes. Il existe, par ailleurs, de fortes synergies entre le fonds et d'autres sources de financement du DPP «Une seule santé», ainsi que des fonds gérés conjointement par le partenariat quadripartite (comme le Fonds fiduciaire multipartenaires pour la lutte contre la résistance aux antimicrobiens).

Nous prenons note du rééquilibrage de l'appui apporté à la sous-région Pacifique Sud-Ouest et l'équipe du CJW est disposée à aborder la question. Une réunion du comité directeur du fonds multilatéral est prévue.

Il importe également de noter que le DP 6 du Programme d'intervention et de redressement dans le contexte de la covid-19 et le DPP «Une seule santé» ont attiré de nouveaux partenaires, par exemple l'American Rescue Plan Act (ARPA), la Fondation Bill et Melinda Gates, l'Union européenne et la Direction générale de la santé et de la sécurité alimentaire de la Commission européenne, et que d'autres montrent un vif intérêt pour les travaux réalisés. Ces sources de financement ne sont pas mobilisées par l'intermédiaire du fonds multilatéral, mais ces partenaires contribuent tout de même à des résultats importants au regard du DPP «Une seule santé» et du DP 6 (qui font l'objet d'un suivi dans notre système de communication d'informations sur les projets). Nous espérons lancer bientôt un tableau de bord des projets de la FAO financés au titre de l'approche «Une seule santé» afin que les partenaires puissent se faire une idée plus précise et que les besoins et les lacunes puissent être mieux cernés.

Le DPP «Une seule santé» représente la contribution de l'Organisation au Plan d'action conjoint du partenariat quadripartite. Une équipe spéciale mixte travaille sur un plan quadripartite commun de mobilisation des ressources et des investissements qui prévoit notamment d'accroître la visibilité de l'approche «Une seule santé» lors des réunions des ministres de la santé et des finances du G20 et à l'occasion de l'examen de mécanismes de financement potentiels (y compris les débats sur la mise en place d'un fonds d'intermédiation financière de la Banque mondiale consacré aux activités de prévention, de préparation et de riposte face aux pandémies, ainsi que les débats connexes sur le traité relatif aux pandémies). La FAO saurait gré à l'Australie de l'aider à montrer à quel point il est essentiel que le partenariat quadripartite concoure à la gouvernance de ce fonds d'intermédiation financière, étant donné que la Banque mondiale et l'OMS ne peuvent à elles seules mettre en œuvre les activités de prévention, de préparation et de riposte face aux pandémies. En outre, au-delà de ces activités (sachant que l'approche «Une seule santé» englobe plus que les zoonoses émergentes et comprend aussi la résistance aux antimicrobiens, les endémies négligées, etc.), on s'attachera à faire progresser cette année les efforts concertés de communication déployés pour appuyer les modalités nationales d'exécution du Plan d'action conjoint (c'est-à-dire le renforcement des approches et systèmes nationaux «Une seule santé»). Il sera primordial de faire fond sur les mécanismes de financement communs aux membres du partenariat quadripartite qui ont prouvé leur efficacité, comme le Fonds fiduciaire multipartenaires pour la lutte contre la résistance aux antimicrobiens.

La FAO remercie la Fédération de Russie de l'observation qu'elle a formulée. Le faible montant alloué aux cas mentionnés s'explique en partie par la classification dans le système de suivi. Par exemple, si le budget consacré à la prochaine pandémie zoonotique est utilisé en cas d'urgence, l'allocation apparaît automatiquement sous le pilier relatif aux situations d'urgence, et non forcément sous le domaine d'activité technique. Le DP relatif à la prévention de la prochaine pandémie zoonotique figurant dans le Programme d'intervention et de redressement dans le contexte de la covid-19, qui tient compte de l'approche «Une seule santé», a récemment reçu 10 millions d'USD de l'ARPA aux fins de l'alerte rapide et du renforcement de la biosécurité (contribution annoncée à la fin de 2021 et devant être utilisée sur la période 2022-2024). Il convient de noter que, selon nos informations, certains fonds en faveur de l'alerte rapide ainsi que de la préparation et de la riposte face aux pandémies ont été mis à profit dans des situations d'urgence, ce qui illustre les propos ci-dessus.

S'agissant de la référence faite à la situation en Ukraine et à ses conséquences sur la sécurité alimentaire et des précisions demandées, le Secrétariat a publié un document sur la question sous la cote CL 170/6, intitulé *Impact du conflit russo-ukrainien sur la sécurité alimentaire mondiale et questions connexes relevant du mandat de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)*, dans lequel on trouvera des informations détaillées. Pour ce qui est des sanctions, étant donné qu'elles ne concernent pas les aliments ni les engrais, la FAO examine attentivement les niveaux d'importation par pays tributaire des importations ainsi que leur évolution, afin de pouvoir prêter l'assistance stratégique et technique adéquate.

Les activités menées par la Coalition pour l'alimentation en 2022 consistent essentiellement à donner suite aux propositions de projet reçues en réponse à l'appel lancé l'année dernière pendant la réunion des ministères des affaires étrangères et du développement du G20 tenue à Matera. L'appel avait pour objet d'inviter les Membres de la FAO à soumettre des propositions en vue d'établir des coalitions rassemblant différents pays et différentes parties prenantes et portant sur les sujets suivants: i) le Plan de réponse humanitaire global; ii) l'inclusion économique et la protection sociale; iii) la réduction des pertes et du gaspillage de nourriture; iv) la transformation des systèmes agroalimentaires.

Dix propositions, présentées par un total de 27 pays et 37 acteurs non étatiques, ont été retenues. À l'heure actuelle, la Coalition pour l'alimentation mobilise des compétences financières et techniques, avec l'appui des divisions techniques de la FAO, afin de lancer des activités au titre de trois des propositions, qui concernent 10 pays et ont pour objet de:

- i) créer un réseau mondial de marchés de producteurs;
- ii) renforcer les programmes d'alimentation scolaire dans trois pays d'Amérique latine;
- iii) encourager l'application des Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) dans trois pays d'Asie.

Des fonds supplémentaires ont été mobilisés pour:

- i) renforcer l'assistance technique;
- ii) aider l'Ukraine au moyen d'interventions de protection sociale;
- iii) faciliter les projets du G20 sur les échanges entre pairs, mécanisme de collaboration qui sert à partager les connaissances aux fins de systèmes agricoles durables, comme mentionné dans le communiqué des ministres de l'agriculture.

On trouvera plus de détails sur les propositions à l'adresse suivante (en anglais): <https://www.fao.org/food-coalition/projects-portfolio/en>.

En outre, au vu des crises et défis mondiaux actuels, la Coalition pour l'alimentation a entrepris une démarche de réflexion pour repenser son rôle et ses contributions. Ce faisant, elle a élargi ses domaines de travail au-delà de l'intervention et du redressement dans le contexte de la covid-19, dans le droit fil de sa nouvelle vision et de la voie tracée pour la poursuite de ses activités. Son action repose sur cinq piliers qui doivent permettre de relever les grands défis fortement interdépendants auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui et auxquels nous pourrions être confrontés demain.

En application de sa nouvelle vision et de la voie à suivre qui a été définie, plus précisément au titre du pilier 1 (Intervention et redressement dans le contexte de crises mondiales) et du pilier 2 (Recherche de solutions), la Coalition pour l'alimentation a tenu, le 27 mai 2022, son dialogue inaugural de haut niveau sur le thème «Conséquences des crises mondiales sur la sécurité alimentaire: le rôle clé des femmes dans la transformation des systèmes agroalimentaires». Y ont notamment participé des femmes qui occupent une place de premier plan dans la sphère politique et la société civile. Le principal donateur de la Coalition est le Gouvernement italien, qui a annoncé des contributions d'un montant total de 15 millions d'EUR réparti sur plusieurs années. Le Gouvernement israélien a, quant à lui, apporté une contribution de 50 000 USD.

La FAO remercie l'Indonésie, qui a salué le travail fait par l'Organisation pour remédier aux incidences négatives de la covid-19, et note qu'elle doit poursuivre et renforcer le suivi et les analyses.